

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES FABRIQUES DE CIMENT**  
**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL 1999-2000**

DU 8/04/1999

La présente convention collective de travail conclue au sein de la sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment (n° 106.1).

**Entre d'une part :**

**Les organisations des Travailleurs :**

La Centrale Générale F.G.T.B. représentée par Messieurs M. CORBISIER, J.-Ph. PITON, M. RAPAILLE et F. TIHON;

La C.S.C. Bâtiment et Industrie représentée par Messieurs F. LICATA, B. CASTEELS, W. DUBRUILLE et M. LOUVIAUX.

**et d'autre part :**

**L'organisation des Employeurs : la Fédération de l'Industrie Cimentière :**

La S.A. Ciments d'Obourg à 7034 Mons et la S.A. Ciments de Haccourt à 4684 Haccourt représentées par Messieurs Ch. DESAMORY, R. HIANCE, A. LECLERCQ et F. LAMPROYE;

La S.A. Cimenteries CBR Cementbedrijven, Chaussée de la Hulpe, 185 à 1170 Bruxelles représentée par Messieurs Ph. CESAR, F. DELCOUR, P. GROENINCKX et I. SURY.

Monsieur J. GOLD, Président de la Commission Restreinte.

Madame A. VAN DER SMISSEN, Secrétaire de la Commission Restreinte

Il a été convenu ce qui suit :

<i>[Signature]</i>	NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	<i>51.032</i>
<i>[Signature]</i>	08 -06- 1999	22 -06- 1999	<i>106/106.01</i>
<i>[Signature]</i>			

## CHAPITRE 1 : INTRODUCTION.

### ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION

La présente convention s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment (106.1).

On entend par "ouvrier", les ouvriers et ouvrières.

### ARTICLE 2 : OBJET

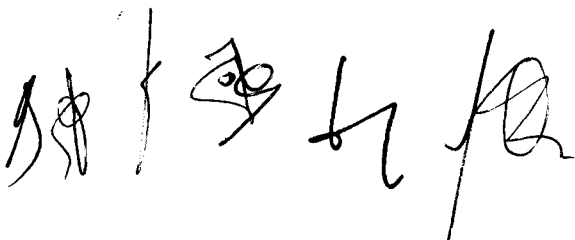
La présente convention collective de travail est conclue en application des chapitre III et IV de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité. Elle s'inscrit dans le cadre de l'accord interprofessionnel du 8/12/1998 et de ses arrêtés d'exécution pour les années 1999 et 2000.

### ARTICLE 3 : DUREE

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée de deux ans, du 1er janvier 1999 au 31 décembre 2000 inclus.

### ARTICLE 4 : FORCE OBLIGATOIRE

Les parties signataires demandent que la présente convention collective soit rendue obligatoire par Arrêté Royal.



## CHAPITRE 2 : RECONDUCTION DES ACCORDS PRECEDENTS.

### ARTICLE 1 : HEURES A REPENDRE

1.1. Le processus de production en feu continu et les pointes d'activités conjoncturelles spécifiques au secteur cimentier justifient le maintien d'horaires de travail générant des heures à reprendre.

1.2. Les usines concernées par ces dispositions s'engagent à atteindre un objectif de solde d'heures à reprendre par travailleur d'environ cinquante heures à apprécier globalement sur la durée de la convention.

1.3. La planification de la reprise de ces heures sera effectuée en fonction des impératifs de la production.

### ARTICLE 2 : TRAVAUX AUX TIERS

Les parties s'engagent à respecter l'esprit et la lettre de l'article 5 de la CCT 1997-1998 qui est le suivant :

"Les partenaires sociaux entendent continuer à privilégier l'occupation de travailleurs en cimenterie. Les travaux cimentiers à caractère permanent ne seront pas sous-traités (référence : chapitre I de la section 2 de la Réglementation des Relations Industrielles).

Les directions des usines, responsables de la gestion et du recours à la sous-traitance, reconnaissent le droit à l'information du personnel et de ses représentants.

Elles s'engagent à améliorer, au sein de leurs usines respectives, le dialogue avec les représentants du personnel en privilégiant le rôle respectif de la délégation syndicale et/ou du conseil d'entreprise. Les directions locales procéderont à l'information préalable pour tous travaux importants, connus et planifiés.

Les modalités particulières du processus d'information et du contenu de l'information seront précisées localement en veillant à respecter les pratiques déjà existantes.

Le point de la situation sera fait deux fois par an par la Commission Restreinte."

ARTICLE 3 : PREPENSIONS

Les accords existants en matière de prépension sont prolongés du 1er janvier 1999 au 31 décembre 2000 inclus, conformément aux dispositions de l'accord interprofessionnel du 8 décembre 1998 et de ses A.R. d'exécution.

*3.1. Prépension temps plein*

3.1.1. Conditions d'accès

a) Pour les ouvriers ayant atteint ou atteignant au plus tard le 31 décembre 2000, l'âge de 58 ans et plus et satisfaisant aux conditions de l'A.R. du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension;

b) Pour les ouvriers ayant atteint 55 ans et pouvant justifier 38 ans de carrière professionnelle en tant que travailleur salarié en application de la section 2, article 3 § 1er de l'A.R. du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi de l'allocation de chômage en cas de prépension conventionnelle reconfirmé et modifié par l'A.R. du 27 juin 1997, qui permet cette limite d'âge en vertu d'une convention collective de travail déposée au plus tard le 31 mai 1986 au greffe du service des relations collectives et qui était en vigueur au 1er septembre 1986 et l'était encore sans interruption au 31 décembre 1998.

c) Pour les travailleurs postés âgés de 56 ans ou plus et pouvant prouver, au moment de la fin du contrat, 20 ans de régime de travail en équipes comportant des prestations de nuit tel que prévu à l'article 1 de la CCT n° 46 du 10 mai 1990, et 33 ans de carrière professionnelle comme salarié.

### 3.1.2. Conditions financières

Durant la période couverte par la présente convention, les ouvriers bénéficient de l'indemnité patronale suivante :

Age de départ en prépension	Montant mensuel au 1er janvier 1999
59 à 65 ans	30.829 BEF
58 ans	26.425 BEF
55 à 57 ans	26.171 BEF

La révision annuelle prévue au recueil des conventions collectives C.N.P.I.C. est maintenue et appliquée en début de chaque année.

### 3.1.3. Conditions particulières

Des circonstances particulières de restructuration impliquent que l'on tienne compte des situations différentes dans lesquelles se trouvent chacunes des sociétés cimentières.

- La S.A. Ciments d'Obourg et la S.A. Ciments de Haccourt prépensionneront dans le cadre de la convention de restructuration du 20 janvier 1999.
- La S.A. Cimenteries CBR remplacera au cours de la période 1999-2000, les prépensionnés exclusivement par des travailleurs sous contrats à durée déterminée, non convertibles en contrat à durée indéterminée.

A handwritten signature in black ink, consisting of several stylized, cursive letters.

### 3.2. Prépension mi-temps

La prépension mi-temps est d'application dans le sous-secteur en vertu de la CCT du 15 juin 1994 et est prolongée pour la période couverte par la présente convention en application des dispositions de l'accord interprofessionnel du 8/12/1998 et de ses arrêtés d'exécution.

#### 3.2.1. Conditions d'accès

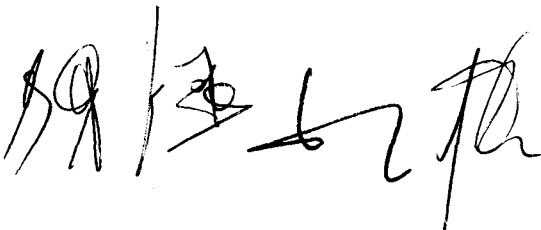
L'âge d'accès à la prépension mi-temps est fixé sur base de la loi du 26 juillet 1996 (art 26), de l'accord interprofessionnel du 8 décembre 1998 et de ses arrêtés d'exécution à 55 ans et 25 années de carrière professionnelle comme salarié.

#### 3.2.2. Conditions financières

- L'indemnité complémentaire à charge de l'employeur est calculée conformément aux dispositions de la CCT n°55 du 13 juillet 1993 et de la convention collective Plan d'Entreprise du 15 juin 1994.
- La structure de la rémunération et les modalités de départ sont fixées conformément à la CCT Plan d'Entreprise du 15 juin 1994.

#### 3.2.3. Modalités de remplacement

Le remplacement de l'ouvrier prépensionné se fera conformément aux dispositions légales. Le passage d'un travailleur dans le régime de prépension mi-temps devra tenir compte des contraintes d'organisation du travail et des possibilités de remplacement à mi-temps.



ARTICLE 4 : GROUPES A RISQUES

Les parties signataires de la présente convention sont d'accord de poursuivre, conformément aux accords existants dans le sous-secteur, leurs actions en matière d'utilisation des 0,10% de la masse salariale déclarée à l'Office National de Sécurité Sociale pendant la période du 1er janvier 1999 au 31 décembre 2000.

CHAPITRE 3 : FORMATION PROFESSIONNELLE.

3.1 ACCORD INTERPROFESSIONNEL

Dans le cadre des engagements de l'accord interprofessionnel en matière de formation professionnelle, les entreprises du sous-secteur s'engagent à consentir un effort pour la formation à concurrence de 1,4% des rémunérations brutes déclarées à l'ONSS pour la période 1999-2000.

Une information et un dialogue sur les plans de formation et leur suivi se feront en conseil d'entreprise.

Les efforts existants déjà au niveau des entreprises en matière de formation professionnelle pour ouvriers seront pris en considération pour le calcul du pourcentage susmentionné.

3.2 FORMATION SYNDICALE

Le financement de la formation syndicale est augmenté de 0,07% à 0,10% de la masse salariale.

## CHAPITRE 4 : .CONDITIONS DE TRAVAIL


### ARTICLE 1 : CLASSIFICATION PROFESSIONNELLE

Les parties conviennent de maintenir les règles inscrites dans le recueil des conventions collectives C.N.P.I.C.

Il sera procédé à l'intégration d'éventuelles nouvelles fonctions dans le respect de la classification existante pendant la période couverte par la présente convention.

Un rapport sera fait à la Commission Restreinte une fois par an.

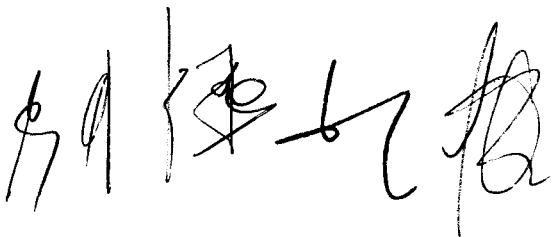
### ARTICLE 2 : CHANGEMENTS DE FONCTION CONSECUTIFS A UNE RESTRUCTURATION

 Les parties conviennent de diminuer la condition d'ancienneté de 20 ans à 5 ans dans le recueil des conventions collectives C.N.P.I.C. p. 2/2/3 pour l'application du tableau ci-dessus

Salaire de base	Ancienneté	
	- de 5 ans	+ de 5 ans
100 %	pendant 6 mois	pendant 8 mois
75 %	les 6 mois suivants	les 8 mois suivants
50 %	les 6 mois suivants	les 8 mois suivants

### ARTICLE 3 : JOUR DE CARENCE

Le jour de carence prévu pour les maladies d'une durée inférieure à 14 jours est supprimé de manière inconditionnelle.





**CHAPITRE 5 : POUVOIR D'ACHAT**

5.1 SALAIRES:

Au 1er janvier 1999, les salaires horaires bruts de base seront augmentés de 12 BEF.

5.2 PRIMES D'EQUIPES

Les primes d'équipe sont exprimées en pourcentage d'un salaire de référence.

Le salaire de référence est modifié de la manière suivante:

moyenne arithmétique des salaires catégoriels de 4 à 7 et de B à G.

5.3 PRIMES DE FIN D'ANNEE

La prime de fin d'année est augmentée de 1.000F et se calcule comme suit:

(le salaire horaire moyen de base x 1,10x157,50 H) + 3.500 BEF.

**CHAPITRE 6 : PRIME SYNDICALE**

La prime syndicale ~~pour les travailleurs actifs et les prépensionnés~~ est augmentée de 3.500 BEF à 4.200 BEF à partir de l'année 1999.

**CHAPITRE 7 : FRAIS DE DEPLACEMENT**

7.1 FRAIS DE DEPLACEMENT :

L'indemnité pour frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail est portée de 35 BEF à 40 BEF par journée de travail entamée.

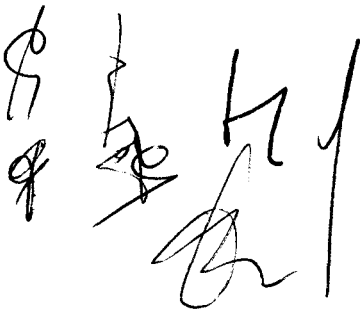
## 7.2. INDEMNITE POUR DEPLACEMENTS A BICYCLETTE

- Les ouvriers effectuant à bicyclette leur déplacement du domicile au lieu de travail ou du domicile à une gare (tram,train,bus), pourront en vertu des dispositions de la loi du 8/08/1997 bénéficier d'une exonération fiscale de l'indemnité kilométrique à concurrence de 6 BEF maximum par km et en tout cas limitée au total de l'intervention légale et conventionnelle.

Il appartiendra à l'intéressé d'apporter la preuve qu'il réunit les conditions pour bénéficier de l'avantage fiscal (déclaration sur l'honneur).

L'employeur se réserve le droit de vérifier à tout moment le contenu de cette déclaration.

- Cette indemnité kilométrique est couverte par les dispositions légales et conventionnelles existantes en matière de frais de déplacement.

Handwritten signatures and initials in black ink, including a large stylized signature and several smaller initials.

## CHAPITRE 8 : PAIX SOCIALE

Suivant les usages dans le secteur, la présente convention assure la paix sociale dans le secteur pendant sa durée.

64

**PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE CEMENTFABRIEKEN**  
**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST 1999-2000**

van 8 april 1999

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt afgesloten binnen het paritair subcomité voor de cementfabrieken (nr 106.1).

**Tussen enerzijds :**

**De Werknemersorganisaties :**

De Algemene Centrale A.B.V.V., vertegenwoordigd door de heren :

M. CORBISIER, J.-Ph. PITON, M. RAPAILLE en F. TIHON;

Het A.C.V., Christelijke centrale voor Bouw en Industrie, vertegenwoordigd door de heren :  
F. LICATA, B. CASTEELS, W. DUBRUILLE en M. LOUVIAUX.

**en anderzijds :**

**De Werkgeversorganisatie : de Federatie van de Cementnijverheid :**

De N.V. OBOURG, te 7034 Mons en de N.V. Ciments de Haccourt, te 4684 Haccourt :  
vertegenwoordigd door de heren : Ch. DESAMORY, R. HIANCE, A. LECLERCQ et  
F. LAMPROYE;

De N.V. Cimenteries CBR Cementbedrijven, Terhulpssteenweg 185 te 1170 Brussel,  
vertegenwoordigd door de heren : Ph. CESAR, F. DELCOUR, P. GROENINCKX en I. SURY.

De heer Jacques GOLD, voorzitter van de Beperkte commissie.

Mevrouw Anne VAN DER SMISSEN, secretaris van de Beperkte commissie.

**Er werd overeengekomen :**

NEERLEGGING-DÉPÔT

08 -06- 1999

22 -06- 1999

51.032

1COF106.01

## Hoofdstuk 1 : Inleiding

### Artikel 1 : Toepassingsgebied

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de Werkgevers en Arbeiders van de ondernemingen die afhangen van het Paritair Subcomité voor de cementfabrieken (106.1).

Met "Arbeiders" worden zowel arbeidsters als arbeiders geviseerd.

### Artikel 2 : Betreft

De onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt afgesloten in toepassing van hoofdstukken III en IV van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen. Ze kadert in het interprofessioneel akkoord van 8 december 1998 en de uitvoeringsbesluiten voor de jaren 1999 et 2000.

### Artikel 3 : Looptijd

De onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt afgesloten voor een duur van tweejaar, van 1 januari 1999 tot 31 december 2000.

### Artikel 4 : Bindende kracht

Alle ondertekenende partijen vragen dat onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst bindend verklaart wordt via een koninklijk besluit.

## Hoofdstuk 2 : Verlenging van de vorige afspraken

### Artikel 1 : "Te recupereren meeruren"

1.1 Het continu productieproces en de conjuncturele schommelingen die voor de cementsector kenmerkend zijn, noodzaken het behoud van uurroosters die te recupereren uren opwekken.

1.2 De hierdoor betrokken fabrieken verbinden zich ertoe de doelstelling van een saldo van te recupereren uren van ongeveer vijftig uur per Arbeider te bereiken, globaal te evalueren over de hele duur van de overeenkomst.

1.3 Het programmeren van het recupereren van deze meeruren zal rekening moeten houden met de productievereisten.

### Artikel 2 : Werk aan derden

Alle partijen verbinden zich tot het naleven *in de geest en de letter* van artikel 5 van de CAO 1997-1998 :

"De sociale gesprekspartners willen de tewerkstelling van de cementarbeiders verder vooropstellen. Permanente cementbanen worden niet uitbesteed. (Ref.: Hoofdstuk I afdeling 2 van het Protocol industriële relaties).

De fabrieksdirecties, verantwoordelijk voor het beheer en de noodzaak van beroep op onderaanneming, erkennen het recht op informatie van het personeel en zijn vertegenwoordigers. Ze verbinden zich tot het verbeteren, elkeen in eigen fabriek, van de dialoog met de personeelsafgevaardigden, en in de eerste plaats met respectievelijk de vakbondsafvaardiging en/of de ondernemingsraad.

De lokale besturen verbinden zich tot de voorafgaandelijke informatie omtrent alle belangrijke of grote werkzaamheden die vooraf bekend en gepland zijn.

De bijzondere modaliteiten en inhoud van deze informatie dienen per fabriek nader bepaald te worden, conform het bestaand gebruik.

De Beperkte commissie bekijkt twee keer per jaar de stand van zaken.”

### Artikel 3 : Brugpensioen

De bestaande overeenkomsten inzake brugpensioen worden verlengd van 1 januari 1999 tot 31 december 2000, conform de bepalingen van het interprofessioneel akkoord van 8 december 1998 en de koninklijke uitvoeringsbesluiten.

#### 3.1 Voltijds brugpensioen

##### 3.1.1 Toegangsvoorwaarden

- a) voor de Arbeiders die 58 jaar of meer zijn of die ten laatste op 31 december 2000 de leeftijd van 58 jaar of meer bereikt hebben en voldoen aan de voorwaarden gesteld in het K.B. van 7 december 1992 (recht op werkloosheidsuitkeringen in geval van brugpensioen) ;
- b) voor de Arbeiders die 55 jaar zijn en kunnen bewijzen 38 jaar in loondienst **gewerkte** hebben, in toepassing van afdeling 2, **artikel 3 § 1** van het K.B. van 7 december 1992 (recht op werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen) herbevestigd en gewijzigd door het K.B. van 27 juni 1997, dat deze leeftijdsgrens voorziet, **krachtens** collectieve arbeidsovereenkomsten die ten laatste op 31 mei 1986 ter **griffie** van de dienst van de collectieve arbeidsovereenkomst neergelegd werden en die van kracht waren op 1 september 1986 en daarna zonder onderbreking nog tot 31 december 1998 ;
- c) voor de Arbeiders die 56 jaar of ouder zijn, in ploegen werken en die op het einde van hun arbeidsovereenkomst 20 jaar werk in een ploegenstelsel kunnen aantonen, met nachtwerk, zoals voorzien in artikel 1 van de CAO nr. 46 van 10 mei 1990, en ook 33 beroepsjaren in loondienst kunnen bewijzen.

### 3.1.2 Financiële bedingen

Gedurende de door de onderhavige overeenkomst gedekte duur, krijgende Arbeiders de hierna vermelde patronale vergoeding :

Brugpensioen : vertrekleeftijd	Maandelijks bedrag op 1 januari 1999
59 tot 65 jaar	30.829 BEF
58 jaar	26.425 BEF
55 tot 57 jaar	26.171 BEF

De jaarlijkse herziening, zoals bepaald in de bundel van de collectieve N.P.C.C. overeenkomsten blijft behouden, met toepassing op ieder jaarbegin.

### 3.1.3 Bijzondere voorwaarden

Bijzondere toestanden m.b.t. tot de herstructurering vereisen dat rekening gehouden wordt met de afzonderlijke situatie van elke cementgroep.

- De N.V. Ciments d'Obourg en de N.V. Ciments de Haccourt voeren een **brugpensioen** in conform de herstructureringsovereenkomst van 20 januari 1999.
- De N.V. Cimenteries CBR Cementbedrijven vervangen de **bruggepensioneerden** in 1999-2000 door arbeiders uitsluitend met een contract van bepaalde duur dat geenszins in een contract van onbepaalde duur omzetbaar is.

### 3.2 Halftijds brugpensioen

Het halftijds brugpensioen is in het **paritair** subcomité voor de **cementfabrieken** van toepassing conform de CAO van 15 juni 1994 en wordt verlengd voor de duur van onderhavige overeenkomst, in toepassing van de bepalingen van het interprofessioneel akkoord van 8 december 1998 en van de uitvoeringsbesluiten.



### 3.2.1 Toegangsvoorwaarden

De toegangsleeftijd voor het halftijdsbrugpensioen wordt bepaald door de wet van 26 juli 1996 (art 26), het interprofessioneel akkoord van 8 december 1998 en de uitvoeringsbesluiten :  
55 jaar en 25 werkjaren in loondienst.

### 3.2.2 Financiële bedingen

- De bijkomende vergoeding ten laste van de werkgever wordt berekend volgens de bepalingen van CAO nr. 55 van 13 juli 1993 en van de collectieve arbeidsovereenkomst “Ondernemingsplan” van 15 juni 1994.
- De verloningsstructuur en de vertrekmodaliteiten worden conform de CAO “Ondernemingsplan” van 15 juni 1994 bepaald.

### 3.2.3 Vervangingsmodaliteiten

De vervanging van de bruggepensioneerde Arbeiders gebeurt conform de wettelijke bepalingen terzake. De overstap van een Arbeider naar het halftijds brugpensioen dient uiteraard rekening te houden met de organisatievereisten en met de halftijdse vervangingsmogelijkheden.

### Artikel 4 : Risicogroepen

Alle partijen aan onderhavige overeenkomst zijn het eens de acties die in de sub-sector voorzien zijn verder te zetten, conform de bestaande akkoorden, met aanwending van 0,10 % van de loonmassa zoals aangegeven aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid tussen 1 januari 1999 en 31 december 2000.

### **Hoofdstuk 3 : Beroepsopleiding**

#### 3.1 Interprofessioneel akkoord

In het kader van de verbintenissen van het interprofessioneel akkoord inzake beroepsopleiding, verbinden de ondernemingen van de sub-sector zich tot het leveren van inspanningen ten gunste van de opleiding ter hoogte van 1,4 % van de aan de R.S.Z. aangegeven **bruto lonen** voor de période 1999-2000.

Informatie en gedachtewisseling omtrent de **opleidingprogramma's** en hun naleving gebeurt in de schoot van de ondernemingsraad.

De reeds bestaande initiatieven voor beroepsopleiding voor Arbeiders binnen de ondernemingen worden meegeteld voor het berekenen van **voormeld** percentage.

#### 3.2 Vakbondsopleiding

De financiering van de vakbondsopleiding wordt verhoogd van 0,07 % naar **0,10 %** van de loonmassa.

### **Hoofdstuk 4 : Arbeidsvoorwaarden**

#### Artikel 1 : Beroepsclassificatie

De partijen zijn het eens de regels te behouden, zoals voorzien in de bundel met de N.P.C.C. collectieve arbeidsovereenkomsten.

Gedurende de looptijd van onderhavige overeenkomst kunnen eventuele nieuwe **functies** met behoud van de bestaande **classificatie** ingevoegd worden.

De Beperkte commissie krijgt jaarlijks verslag hieromtrent.

Artikel 2 : Functiewijzigingen ingevolge een herstructurering

De partijen zijn het eens om de anciënniteitvoorwaarde zoals voorzien in de bundel met de N.P.C.C. collectieve arbeidsovereenkomsten (p. 2/2/3) te verminderen van 20 naar 5 jaar voor de toepassing van onderstaande tabel.

basissalaris	Anciënniteit	
	- dan 5 jaar	+ dan 5 jaar
100 %	gedurende 6 maanden	gedurende 8 maanden
75 %	de 6 volgende maanden	de 8 volgende maanden
50 %	de 6 volgende maanden	de 8 volgende maanden

Artikel 3 : Carensdag

De carensdag, die voor ziekteverlof van minder dan 14 dagen van toepassing was, wordt onvoorwaardelijk afgeschaft.

**Hoofdstuk 5 : Koopkracht**

5.1 Loon

Op 1 januari 1999 wordt het bruto basisloon met 12 BEF verhoogd.

5.2 Ploegenpremies

De ploegenpremies worden berekend als percentage van een referentieloon

Het referentieloon wordt **als volgt** gewijzigd :

Rekenkundig gemiddelde van de basisuurlonen van de **categoriëen 4 tot 7** en **B tot G**.

5.3 Eindejaarspremies

De eindejaarspremie wordt verhoogd met 1.000 BEF en **als volgt** berekend :

(gemiddeld basisuurloon x 1,10 x 157,50 uur) + 3.500 BEF.

## **Hoofdstuk 6 : Vakbondspremie**

De vakbondspremie stijgt van 3.500 BEF naar 4.200 BEF vanaf het jaar 1999.

## **Hoofdstuk 7 : Verplaatsingskosten**

### 7.1 Verplaatsingskosten

De vergoeding voor Verplaatsingskosten tussen de woonplaats en het werk wordt opgetrokken van 35 BEF naar 40 BEF per begonnen werkdag.

### 7.2 Vergoeding voor verplaatsingen met de fiets

- De Arbeiders die tussen hun huis en het werk met de fiets pendelen, of van huis naar een station (bus, tram, trein) kunnen volgens de bepalingen van de wet van 8/08/1997 een beroep doen op een fiscale vrijstelling van de kilometervergoeding voor maximaal 6 BEF/km, evenwel beperkt tot het totaal van de wettelijke en conventionele tussenkomst.

Iedere geïnteresseerde moet aantonen hoe hij/zij de voorwaarden vervult om van het fiscaal voordeel te kunnen genieten. (verklaring op de eer).

De werkgever kan op ieder ogenblik de inhoud van deze verklaring controleren.

- Deze kilometervergoeding is gedekt door de bestaande wettelijke en conventionele bepalingen inzake Verplaatsingskosten.

**ARTIKEL 13 : SOCIALE VREDE**

64

Zoals gebruikelijk in de sector, garandeert onderhavige overeenkomst de sociale vrede gedurende zijn looptijd.

Van